

de Mosslijs
N° 21 20

AVIS

DE RÉCEPTION DE TITRE:

MODÈLE N° 1 bis.

Application des dispositions
de l'Instruction interministé-
rielle du 27 janvier 1923.

PENSION D'INVALIDITÉ

DE VEUVE, D'ORPHELIN

OU ALLOCATION D'ASCENDANT DONT LA JOUISSANCE NE REMONTE PAS
AU DELÀ DU 1^{er} JANVIER 1922.

(En ce qui concerne les pensions d'invalides, la présente formule ne doit être employée que dans le cas où il y a eu antérieurement liquidation
d'une première pension temporaire ou définitive.)

, le 31 MARS 1934 1934

Partie à conserver
par l'intéressé.

L'INTENDANT MILITAIRE,

Chef de la Section Départementale des Pensions,

à M. Mosslijs

à (M. Luc Pichins)

Sauvigny

M. Mosslijs :

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens de recevoir, pour vous être remis :

Un titre de { pension ou allocation d'ascendant } de fr. 240 + 335 = 575
et 1 titres de majorations pour enfants représentant un montant total de 30 + 42 = 72 fr.

Ces titres ont pour point de départ légal le 29.10.33 au 28.10.34

Ils vous seront adressés par mes soins lorsque vous m'aurez fait parvenir le titre d'allocation provisoire d'attente et tous autres titres en votre possession ainsi que le questionnaire ci-contre dûment rempli et certifié par votre signature.

Agréez, M. Mosslijs, mes salutations distinguées.

P. O.

Le S/Chief de Bureau

Prière de retourner le question-
naire dans les 48 heures, pour
éviter un retard dans la liquidation
de votre pension.

Sauvigny

de *J. Ellis*

N° *29*

24620 -

AVIS

DE RÉCEPTION DE TITRE.

PENSION D'INVALIDITÉ

DE VEUVE, D'ORPHELIN

OU ALLOCATION D'ASCENDANT DONT LA JOUISSANCE NE REMONTE PAS

AU DELÀ DU 1^{ER} JANVIER 1922.

(En ce qui concerne les pensions d'invalides, la présente formule ne doit être employée que dans le cas où il y a eu antérieurement liquidation d'une première pension temporaire ou définitive.)

MOULINS

, le *7 SEPT 1936* 19

L'INTENDANT MILITAIRE,

Partie à conserver
par l'intéressé.

Chef de la Section Départementale des Pensions,

à M^r *Liamy Gabriel*

à *Laurignat aux Pêcheurs*

M.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens de recevoir, pour vous être remis :

Un titre de { pension } de fr. *240 + 336 = 576*
allocation d'ascendant

et *1* titres de majorations pour enfants représentant un montant total de *20 + 42 = 62* fr.

Ces titres ont pour point de départ légal le *29 octobre 1936 au 28 octobre 1937*

Ils vous seront adressés par mes soins lorsque vous m'aurez fait parvenir le titre d'allocation provisoire d'attente et tous autres titres en votre possession ainsi que le questionnaire ci-contre dûment rempli et certifié par votre signature.

Agréez, M., mes salutations distinguées.



E. 1949 281. 4047285
maj

CETTE PIÈCE TRÈS IMPORTANTE DOIT ÊTRE CONSERVÉE PAR LE PENSIONNÉ.

MINISTÈRE
DES PENSIONS.

DIRECTION
DE LA LIQUIDATION.

1^{er} SERVICE.

4^e BUREAU

Numéro de la Pension
au Contrôle général
du Ministère des Pensions
(7^e Série).

A.B. 93378

NOM et PRÉNOMS.	SIRAMI Gabriel
GRADE, etc.	SOLDAT 72 ^e INF.
POSITION à la date de la liquidation.	Dans ses foyers.
DOMICILE.	SOUVIGNY
DÉPARTE- MENT.	ALLIER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Décision adressée à l'intéressé le

NOTIFICATION

9 SEPT 1936

d'un arrêté portant concession d'une pension militaire de retraite
à titre de blessures ou infirmités.

Paris, le 28 JUIL 1936 19.....

Le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre
fait connaître au militaire dénommé ci-contre que, par arrêté en date
de ce jour, il lui est accordé, en vertu de la loi du 31 mars 1919,
une pension **TEMPORAIRE** **DEUX CENT QUARANTE** francs,
laquelle sera inscrite au Trésor public avec jouissance du
29 OCTOBRE 1935 AU 28 OCTOBRE 1937


La liquidation de cette pension a subi la révision légale du Ministère
des Finances. Néanmoins le droit de recours reste ouvert à l'intéressé
dans les conditions prévues par la loi du 31 mars 1919 (Titre IV
reproduit ci-contre).

Pour le Ministre et par délégation :

Pour le Directeur de la Liquidation :

Pour le Sous-Directeur, Chef du 1^{er} Service:

Le Chef de Bureau,



RENSEIGNEMENTS.

L'extrait d'inscription de cette pension au Trésor public parviendra à l'intéressé par
la voie de l'intendant militaire du département où il a déclaré vouloir établir son
domicile.

C'est en effet à ce fonctionnaire que le certificat d'inscription au Trésor public de sa
pension sera ultérieurement envoyé.

Si, après la réception de son certificat d'inscription, le titulaire de la pension avait
l'intention d'en toucher les arrérages dans un autre département, sa demande à ce
sujet devrait être adressée à l'agent du Trésor de son ancien domicile, ou à celui de sa
nouvelle résidence.

NATURE ET DESCRIPTION DE L'INFIRMITÉ.

DIAGNOSTIC.	TAUX D'INVALIDITÉ.	TAUX GLOBAL.
<p>A.B.</p> <p>Emphysème pulmonaire avec légère pleurite de la base droite .</p> <p>Service armé .</p>	10%	10%

1° Infirmités ayant
ouvert droit à
pension.

2° Infirmités n'ouvrant pas droit à pension avec indication du motif du rejet.

GRADE SUR LEQUEL LA PENSION A ÉTÉ RÉGLÉE.

Etant titulaire du grade de SOLDAT l'impétrant à droit
à la pension dudit grade.

FIXATION DU TAUX.		FRANCS.	CENTIMES.
Pension de retraite pour blessure ou infirmité (<u>10</u> p.100).....		<u>240</u>	
Majorations	Article 10 de la loi.....		
	Article 12 de la loi.....		
	TOTAL.....		
	Article 13 de la loi..... <u>I MAJ A 30</u>	<u>30</u>	
	TOTAL GÉNÉRAL.....	<u>270</u>	

Pour extrait certifié conforme.

Le Liquidateur,

Hassold

La pension établie d'après les données figurant à la présente notification a été liquidée après examen des propositions
faites par la Commission de réforme de CLERMONT FERRAND LE 25 JUILLET 1935 en date du

EXTRAIT DE LA LOI DU 31 MARS 1919.

TITRE IV.

Voies de recours.

ART. 35. — Toutes les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la présente loi seront jugées en premier ressort par le tribunal départemental des pensions du domicile de l'intéressé et en appel par la cour régionale des pensions.

Le Conseil d'Etat ne pourra être saisi que des recours pour excès ou détournement de pouvoir, vice de forme ou violation de la loi.

Toutefois les contestations auxquelles donnera lieu l'application de l'article 58 de la présente loi seront directement portées devant le Conseil d'Etat.

ART. 36, modifié par la loi du 27 mai 1926. — Le tribunal départemental des pensions est composé :

D'un juge au tribunal civil désigné par le premier président de la cour d'appel du ressort parmi les juges des tribunaux du département;

D'un médecin choisi sur la liste des médecins-experts près les tribunaux ou sur une liste de dix membres présentée par les syndicats ou associations de médecins du département;

D'un pensionné tiré au sort en même temps qu'un pensionné pléant sur une liste de vingt membres présentée par les associations de mutilés et réformés du département et agréée par le tribunal des pensions.

Le médecin et un médecin suppléant seront désignés par le Ministre de la Justice.

Les fonctions de commissaire du Gouvernement seront remplies par un fonctionnaire de l'intendance militaire désigné par le Ministre de la Guerre ou par un officier de l'intendance maritime, désigné par le Ministre de la Marine ou par le Ministre des Colonies.

Le greffier du tribunal départemental des pensions et les commis-greffiers, s'il y a lieu, seront ceux du tribunal civil du chef-lieu du département.

ART. 37, complété par la loi du 10 janvier 1929. — Il est institué, au chef-lieu du ressort de chaque cour d'appel, une cour régionale des pensions, qui est ainsi composée :

1° Un président de chambre à la Cour d'appel, désigné annuellement par le Ministre de la Justice, et remplissant les fonctions de président;

2° Deux conseillers à la Cour d'appel, également désignés chaque année par le Ministre de la Justice.

La Cour d'appel, de son côté, désigne trois magistrats suppléants.

Les fonctions de commissaire du Gouvernement seront remplies par un fonctionnaire de l'intendance militaire, désigné par le Ministre de la Guerre, ou par un officier de l'intendance maritime, désigné par le Ministre de la Marine ou par le Ministre des Colonies.

Le greffier de la cour régionale et les commis-greffiers, s'il y a lieu, seront ceux de la Cour d'appel.

La Cour régionale des pensions de Paris comprend deux chambres composées chacune de :

1° Un président ou un vice-président de chambre à la cour d'appel désigné annuellement par le Ministre de la Justice et remplissant les fonctions de président;

2° Deux conseillers à la cour d'appel également désignés chaque année par le Ministre de la Justice.

La cour d'appel, de son côté, désigne trois magistrats suppléants pour chambre.

Les membres de la cour des pensions autres que les présidents peuvent être choisis parmi les conseillers en exercice ou parmi les président, vice-présidents et conseillers honoraires de la cour d'appel de Paris.

Les affaires inscrites au greffe seront réparties également entre les deux chambres, suivant l'ordre d'inscription au registre du greffe.

A titre transitoire les désignations ci-dessus indiquées seront effectuées dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

ART. 38, modifié par la loi du 27 février 1929. — L'intéressé doit, à peine de déchéance, saisir le tribunal départemental des pensions dans le délai de six mois, à dater de la notification de la décision qui a prononcé le refus de pension ou qui a arrêté le chiffre de la pension.

Le tribunal sera saisi par l'envoi d'une lettre recommandée adressée au greffier.

Dans les huit jours qui suivront, communication sera faite de la demande du contestant, au général commandant la région, ou au Ministre de la Marine, suivant les cas, afin que l'Administration de la Guerre ou de la Marine produise, au plus tard dans le mois, le dossier devant le tribunal avec ses observations.

Au reçu de ces observations le président du tribunal est dispensé de convoquer dans son cabinet le demandeur et le représentant du Ministre pour une tentative de conciliation. Le demandeur est informé, par lettre recommandée avec accusé de réception, des propositions ministérielles. Si ces propositions le satisfont, le demandeur en informe le président du tribunal qui lui en donne acte par une ordonnance dans laquelle doivent être fixés à peine de nullité, le chiffre de la pension ainsi que la nature de l'infirmité et le degré d'invalidité ayant servi de base à la fixation de la pension allouée.

« En cas de non-acceptation des propositions ministérielles par le demandeur, celui-ci a la faculté de réclamer sa convocation dans le cabinet du président du tribunal aux fins de conciliation, en présence du représentant du ministre compétent.

Dans ce cas, il peut être assisté de son médecin et de l'avocat ou de l'avoué qui lui aura été commis.

En cas de non-comparution du demandeur à la suite de sa requête ou en cas de non-conciliation à la confrontation, le président du tribunal en dresse procès-verbal et, si une expertise médicale est reconnue nécessaire, l'expert pourra être immédiatement désigné par le président dans le procès-verbal; si la conciliation ne peut se faire sur le résultat de cette expertise et suivant la procédure ci-dessus indiquée, le demandeur est cité devant le tribunal des pensions, par lettre recommandée, avec accusé de réception, et ce, à la date fixée par le président, en observant au moins un délai de huit jours.

ART. 39. — L'audience sera publique. Toutefois le tribunal, sur la demande de l'intéressé, pourra ordonner que les débats auront lieu en chambre du conseil.

Le demandeur pourra comparaître en personne, il pourra présenter des observations orales ou en faire présenter par un membre de sa famille, parent ou allié au degré successible, par un avocat régulièrement inscrit ou par un avoué exerçant dans le département.

Si le représentant est un membre de la famille, il devra être porteur d'un pouvoir sur papier non timbré, dispensé de la formalité de l'enregistrement avec signature légalisée.

L'assistance judiciaire sera accordée à tout intéressé qui en fera la demande au président du tribunal départemental.

Sur la demande de l'intéressé et si des motifs graves s'opposent à sa comparution devant le tribunal, le président pourra déléguer un des membres du tribunal pour entendre le demandeur, dans une autre localité ou à son domicile, en ses observations.

ART. 40. — Le tribunal pourra ordonner une vérification médicale complémentaire et prescrire, s'il y a lieu, la mise en observation.

Il sera alloué au militaire, pendant la durée de la mise en observation, une indemnité quotidienne déterminée par un règlement d'administration publique.

La vérification médicale sera faite par un ou trois experts choisis par le tribunal sur une liste établie par lui au commencement de chaque année judiciaire; elle aura lieu là où le tribunal le jugera convenable et, au besoin, au domicile du demandeur.

Ce dernier aura le droit de se faire assister de son conseil et d'un médecin civil. Il pourra produire des certificats médicaux. Ceux-ci seront annexés et sommairement discutés au procès-verbal ainsi que l'avis du médecin civil.

S'il y a contradiction formelle entre l'avis des médecins experts et celui du médecin de l'intéressé, le tribunal pourra ordonner une nouvelle expertise qui sera confiée à trois médecins désignés l'un par le Ministre compétent, l'autre par le demandeur et le troisième par le tribunal.

Ces règles seront notamment applicables en cas d'aggravation de blessures ou de maladies survenues après la liquidation de la pension.

Le tribunal ordonnera, du reste, toutes mesures d'instruction et d'enquêtes qu'il jugera utiles.

Dans tous les cas de mise en observation et d'hospitalisation lorsque l'invalidité n'aura pas excédé un mois, les employeurs ne pourront s'en prévaloir pour rompre le contrat de travail.

ACT. 41. — La décision du tribunal sera motivée.

Si le demandeur ne se présente pas ou ne se fait pas représenter au jour indiqué pour l'audience, la décision sera rendue par défaut.

Elle sera notifiée à la partie défaillante par exploit d'huissier signifié à personne à la requête du Commissaire du Gouvernement.

L'opposition ne sera recevable que dans la quinzaine de la notification par huissier. Elle aura lieu par une déclaration au greffe faite verbalement ou par lettre recommandée. Il en sera délivré récépissé. La signification contiendra mention des prescriptions comprises au présent paragraphe.

En cas d'opposition, les parties intéressées seront citées par exploit d'huissier, pour la prochaine audience utile, en observant les délais de l'article précédent.

La décision qui interviendra sera alors réputée contradictoire.

Toute décision contradictoire sera notifiée par exploit d'huissier.

Le Commissaire du Gouvernement fera élection au greffe du tribunal pour les significations qui devront lui être faites.

Les délais prévus par la présente loi seront comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du Code de procédure civile.

ART. 42. — Les décisions du tribunal départemental des pensions sont susceptibles d'appel devant la cour régionale des pensions soit par l'intéressé, soit par le ministère public.

L'appel sera introduit par lettre recommandée adressée au greffier de la cour dans les deux mois de la signification de la décision. Si l'appelant est le ministère public, il devra notifier, sous la même forme, son appel à l'intimé.

Les règles posées par les articles précédents pour la procédure à suivre devant le tribunal départemental seront également applicables devant la cour.

Si la décision que le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale sont appelés à prendre implique la solution préjudicielle d'une question d'état, ils surseoiront à statuer jusqu'à ce qu'elle ait été résolue par la juridiction compétente.

L'assistance judiciaire sera accordée, à tous les intéressés qui le demanderont, devant la cour régionale.

ART. 43. — Le pourvoi devant le Conseil d'État pour excès ou détournement de pouvoir, vice de forme ou violation de la loi sera formé au plus tard dans les deux mois de la signification de la décision faite dans les conditions prévues par l'article 41. Il sera formé, soit par l'intéressé, soit par le Ministre de la Guerre, soit par le Ministre de la Marine ou celui des Colonies, suivant le cas. Il donnera lieu à une déclaration au greffe du tribunal ou de la cour qui aura rendu la décision objet du recours et il sera notifié dans la huitaine à l'intéressé à la requête du commissaire du Gouvernement.

Dans la quinzaine de cette dernière notification, les pièces seront adressées au Conseil d'État. Les recours prévus ci-dessus ont lieu sans frais.

Les pourvois formés en vertu de l'article 58 de la présente loi pourront l'être en dehors des délais prescrits par le paragraphe 1^{er} du présent article.

Lorsque le Conseil d'État aura annulé la décision d'un tribunal départemental ou d'une cour régionale, l'affaire sera renvoyée par lui devant la cour régionale d'un autre ressort.

ART. 44. — Les décisions ainsi que les extraits, copies, grosse ou expéditions qui en seront délivrés et généralement tous les actes de procédure auxquels donnera lieu l'application de la présente loi, seront dispensés des formalités de timbre et d'enregistrement. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de la présente loi.

ART. 45. — Par dérogation aux dispositions du présent titre prescrivant des délais, les décrets de concession et les décisions portant refus de pension, de gratification ou de majoration qui seront intervenus au cours de la guerre actuelle ou dans les dix mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités pourront être attaqués devant les juridictions prévues au présent titre pendant un an à dater dudit décret.

ART. 46. — La présente loi est applicable aux instances engagées devant le Conseil d'État et qui n'auront point été jugées au jour de sa promulgation.

ART. 47. — Le règlement d'administration publique prévu à la présente loi pourra décider la création de plusieurs sections du tribunal départemental des pensions dans le département de la Seine et dans les autres départements où cette création sera reconnue nécessaire.

Ces sections pourront siéger dans les chefs-lieux d'arrondissement.

Pour la composition de ces sections, les présidents et juges du tribunal civil du chef-lieu et le membre du conseil de préfecture pourront être remplacés par les présidents et juges du tribunal civil du chef-lieu d'arrondissement.

Le règlement d'administration publique déterminera également, pour l'application de la présente loi, la composition, les attributions et le ressort des juridictions destinées à remplacer dans les colonies et pays de protectorat relevant du Ministère des Colonies, les tribunaux départementaux et cours régionales prévues au titre IV.

Il statuera, en outre, sur la manière dont il sera procédé à la vérification médicale prévue par l'article 40 de la présente loi.

Loi du 29 décembre 1929. — ART. 10. — Les dispositions de l'article 19 de la loi du juillet 1901 sur l'assistance judiciaire ne sont pas applicables quand l'assistance est accordée au titre des articles 39 et 42 de la loi du 31 mars 1919, les intéressés étant exonérés de plein droit des frais de justice avancés par eux. Exception est faite, toutefois, à cette règle lorsque le tribunal des pensions ou la cour régionale des pensions aura, par décision motivée, condamné le demandeur au remboursement des frais de procédure.

Les mesures édictées ci-dessus seront applicables aux instances engagées antérieurement à la promulgation de la présente loi devant les tribunaux ou les cours régionales des pensions, quand les frais de justice auraient été mis à la charge des intéressés, mais n'auront pas encore été récupérés.

1442.270 May 4313.560
CETTE PIÈCE TRÈS IMPORTANTE DOIT ÊTRE CONSERVÉE PAR LE PENSIONNÉ.

MINISTÈRE
DES PENSIONS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DIRECTION
DE LA LIQUIDATION.

1^{er} SERVICE.

4^e BUREAU.

NOTIFICATION

d'un arrêté portant concession d'une pension militaire de retraite
à titre de blessures ou infirmités.

Paris, le 11 JUIL 1938 19.....

Numéro de la Pension
au Contrôle général
du Ministère des Pensions
(7^e Série).
I606542 M.J.B.

NOM
et
PRÉNOMS. **SIRAMI
Gabriel**

GRADE,
etc. **soldat 72^eR.I.**

POSITION
à
la date
de la
liquidation. **Dans ses foyers.**

DOMICILE. **Souigny**

DÉPARTE-
MENT. **(ALLIER)**

Le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations
de guerre fait connaître au militaire dénommé ci-contre
que, par arrêté en date de ce jour, il lui est accordé, en
vertu de la loi du 31 mars 1919, une pension **DEFINITIVE**
montant à **deux cent quarante** Frs
laquelle sera inscrite au Trésor Public avec jouissance
du **20 OCTOBRE 1937**

La liquidation de cette pension a subi la révision
légale du Ministère des Finances. Néanmoins le droit de
recours reste ouvert à l'intéressé dans les conditions
prévues par la loi du 31 Mars 1919 (Titre IV reproduit
ci-contre).

Pour le Ministre et par délégation :
Pour le Directeur de la Liquidation :
Pour le Sous-Directeur :
Le Chef de Bureau,



RENSEIGNEMENTS.

L'extrait d'inscription de cette pension au Trésor public parviendra à l'intéressé par la voie de
l'intendant militaire du département où il a déclaré vouloir établir son domicile.

C'est en effet à ce fonctionnaire que le certificat d'inscription au Trésor public de sa pension sera
ultérieurement envoyé.

Si, après la réception de son certificat d'inscription, le titulaire de la pension avait l'intention d'en
toucher les arrérages dans un autre département, sa demande à ce sujet devrait être adressée à
l'agent du Trésor de son ancien domicile, ou à celui de sa nouvelle résidence.

13 R.

datte 1913 R. Montluçon

NOTIFICATION DES BASES DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION.

NATURE ET DESCRIPTION DE L'INFIRMITÉ.

DIAGNOSTIC	TAUX D'INVALIDITÉ.	TAUX GLOBAL.
<p>Emphysème pulmonaire avec légère pleurite</p> <p>titulaire d'égale cave ériannolud emésyphas</p> <p>de la base droite.</p> <p>SERVICE ARME</p> <p>28 OCTOBRE 1937</p>	101	101

1° Infirmités ayant ouvert droit à pension.

2° Infirmités n'ouvrant pas droit à pension avec indication du motif du rejet.

REMARQUES.

L'Etat d'inspiration de cette pension au Trésor public parvient à l'intérêt par la voie de l'intendant militaire du département ou à déclaré vouloir établir son domicile. C'est en état de fonctionnaire que le certificat d'inscription au Trésor public de la pension sera ultérieurement envoyé. Si après la réception de son certificat d'inscription, le titulaire de la pension avait l'intention d'en faire les arrangements dans un autre département, sa demande à ce sujet devrait être adressée à

Chaque 1918 R.1. Officier

18 A.

GRADE SUR LEQUEL LA PENSION A ÉTÉ RÉGLÉE.

Étant titulaire du grade de **SOLDAT**

l'impétrant a droit

à la pension dudit grade.

FIXATION DU TAUX.

Pension de retraite pour blessure ou infirmité (10 p. 100)

Article 10 de la loi

Article 12 de la loi

Majorations

TOTAL

Article 13 de la loi .. **I. MAJDE 30**

TOTAL GÉNÉRAL

Pour extrait certifié conforme :

Le Liquidateur,

E. Legrand

La présente pension correspond aux propositions
de la Commission de Réforme du **23.4.33**

compte tenu, d'autre part, de l'art. 114 de la Loi du 31 Décembre 1922.

La pension établie d'après les données figurant à la présente notification a été liquidée après examen des propositions faites par la
Commission de réforme de **CLERMONT FERRAND** en date du **25 JUILLET 1935**

EXTRAIT DE LA LOI DU 31 MARS 1919.

TITRE IV.

Voies de recours.

ART. 35. — Toutes les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la présente loi seront jugées en premier ressort par le tribunal départemental des pensions du domicile de l'intéressé et en appel par la cour régionale des pensions.

Le Conseil d'État ne pourra être saisi que des recours pour excès ou détournement de pouvoir, vice de forme ou violation de la loi.

Toutefois les contestations auxquelles donnera lieu l'application de l'article 58 de la présente loi seront directement portées devant le Conseil d'État.

ART. 36, modifié par la loi du 27 mai 1926. — Le tribunal départemental des pensions est composé :

D'un juge au tribunal civil désigné par le premier président de la cour d'appel du ressort parmi les juges des tribunaux du département ;

D'un médecin choisi sur la liste des médecins-experts près les tribunaux ou sur une liste de dix membres présentée par les syndicats ou associations de médecins du département ;

D'un pensionné tiré au sort en même temps qu'un pensionné suppléant sur une liste de vingt membres présentée par les associations de mutilés et réformés du département et agréée par le tribunal des pensions.

Le médecin et un médecin suppléant seront désignés par le Ministre de la Justice.

Les fonctions de commissaire du Gouvernement seront remplies par un fonctionnaire de l'intendance militaire désigné par le Ministre de la Guerre ou par un officier de l'intendance maritime, désigné par le Ministre de la Marine ou par le Ministre des Colonies.

Le greffier du tribunal départemental des pensions et les commis-greffiers, s'il y a lieu, seront ceux du tribunal civil du chef-lieu du département.

ART. 37, complété par la loi du 10 janvier 1929. — Il est institué, au chef-lieu du ressort de chaque cour d'appel, une cour régionale des pensions, qui est ainsi composée :

1° Un président de chambre à la Cour d'appel, désigné annuellement par le Ministre de la Justice, et remplissant les fonctions de président ;

2° Deux conseillers à la Cour d'appel, également désignés chaque année par le Ministre de la Justice.

La Cour d'appel, de son côté, désigne trois magistrats suppléants.

Les fonctions de commissaire du Gouvernement seront remplies par un fonctionnaire de l'intendance militaire, désigné par le Ministre de la Guerre, ou par un officier de l'intendance maritime, désigné par le Ministre de la Marine ou par le Ministre des Colonies.

Le greffier de la cour régionale et les commis-greffiers, s'il y a lieu, seront ceux de la Cour d'appel.

La Cour régionale des pensions de Paris comprend deux chambres composées chacune de :

1° Un président ou un vice-président de chambre à la cour d'appel désigné annuellement par le Ministre de la Justice et remplissant les fonctions de président ;

2° Deux conseillers à la cour d'appel également désignés chaque année par le Ministre de la Justice.

La cour d'appel, de son côté, désigne trois magistrats suppléants par chambre.

Les membres de la cour des pensions autres que les présidents peuvent être choisis parmi les conseillers en exercice ou parmi les président, vice-présidents et conseillers honoraires de la cour d'appel de Paris.

Les affaires inscrites au greffe seront réparties également entre les deux chambres, suivant l'ordre d'inscription au registre du greffe.

A titre transitoire les désignations ci-dessus indiquées seront effectuées dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

ART. 38, modifié par la loi du 27 février 1929. — L'intéressé doit, à peine de déchéance, saisir le tribunal départemental des pensions dans le délai de six mois, à dater de la notification de la décision qui a prononcé le refus de pension ou qui a arrêté le chiffre de la pension.

Le tribunal sera saisi par l'envoi d'une lettre recommandée adressée au greffier

Dans les huit jours qui suivront, communication sera faite de la demande du contestant, au général commandant la région, ou au Ministre de la Marine, suivant les cas, afin que l'Administration de la Guerre ou de la Marine produise, au plus tard dans le mois, le dossier devant le tribunal avec ses observations.

Au reçu de ces observations le président du tribunal est dispensé de convoquer dans son cabinet le demandeur et le représentant du Ministre pour une tentative de conciliation. Le demandeur est informé, par lettre recommandée avec accusé de réception, des propositions ministérielles. Si ces propositions le satisfont, le demandeur en informe le président du tribunal qui lui en donne acte par une ordonnance dans laquelle doivent être fixés à peine de nullité, le chiffre de la pension ainsi que la nature de l'infirmité et le degré d'invalidité ayant servi de base à la fixation de la pension allouée.

En cas de non-acceptation des propositions ministérielles par le demandeur, celui-ci a la faculté de réclamer sa convocation dans le cabinet du président du tribunal aux fins de conciliation, en présence du représentant du ministre compétent.

Dans ce cas, il peut être assisté de son médecin et de l'avocat ou de l'avoué qui lui aura été commis.

En cas de non-comparution du demandeur à la suite de sa requête ou en cas de non-conciliation à la confrontation, le président du tribunal en dresse procès verbal et, si une expertise médicale est reconnue nécessaire, l'expert pourra être immédiatement désigné par le président dans le procès verbal; si la conciliation ne peut se faire sur le résultat de cette expertise et suivant la procédure ci-dessus indiquée, le demandeur est cité devant le tribunal des pensions, par lettre recommandée, avec accusé de réception, et ce, à la date fixée par le président, en observant au moins un délai de huit jours.

ART. 39. — L'audience sera publique. Toutefois le tribunal, sur la demande de l'intéressé, pourra ordonner que les débats auront lieu en chambre du conseil.

Le demandeur pourra comparaître en personne. Il pourra présenter des observations orales ou en faire présenter par un membre de sa famille, parent ou allié au degré successible, par un avocat régulièrement inscrit ou par un avoué exerçant dans le département.

Si le représentant est un membre de la famille, il devra être porteur d'un pouvoir sur papier non timbré, dispensé de la formalité de l'enregistrement avec signature légalisée.

L'assistance judiciaire sera accordée à tout intéressé qui en fera la demande au président du tribunal départemental.

Sur la demande de l'intéressé et si des motifs graves s'opposent à sa comparution devant le tribunal, le président pourra déléguer un des membres du tribunal pour entendre le demandeur, dans une autre localité ou à son domicile, en ses observations.

ART. 40. — Le tribunal pourra ordonner une vérification médicale complémentaire et prescrire, s'il y a lieu, la mise en observation.

Il sera alloué au militaire, pendant la durée de la mise en observation, une indemnité quotidienne déterminée par un règlement d'administration publique.

La vérification médicale sera faite par un ou trois experts choisis par le tribunal sur une liste établie par lui au commencement de chaque année judiciaire; elle aura lieu là où le tribunal le jugera convenable et, au besoin, au domicile du demandeur.

Ce dernier aura le droit de se faire assister de son conseil et d'un médecin civil. Il pourra produire des certificats médicaux. Ceux-ci seront annexés et sommairement discutés au procès-verbal ainsi que l'avis du médecin civil.

S'il y a contradiction formelle entre l'avis des médecins experts et celui du médecin de l'intéressé, le tribunal pourra ordonner une nouvelle expertise qui sera confiée à trois médecins désignés l'un par le Ministre compétent, l'autre par le demandeur et le troisième par le tribunal.

Ces règles seront notamment applicables en cas d'aggravation de blessures ou de maladies survenues après la liquidation de la pension.

Le tribunal ordonnera, du reste, toutes mesures d'instruction et d'enquêtes qu'il jugera utiles.

Dans tous les cas de mise en observation et d'hospitalisation lorsque l'invalidité n'aura pas excédé un mois, les employeurs ne pourront s'en prévaloir pour rompre le contrat de travail.

ART. 41. — La décision du tribunal sera motivée.

Si le demandeur ne se présente pas ou ne se fait pas représenter au jour indiqué pour l'audience, la décision sera rendue par défaut.

Elle sera notifiée à la partie défaillante par exploit d'huissier signifié à personne à la requête du Commissaire du Gouvernement.

L'opposition ne sera recevable que dans la quinzaine de la notification par huissier. Elle aura lieu par une déclaration au greffe faite verbalement ou par lettre recommandée. Il en sera délivré récépissé. La signification contiendra

mention des prescriptions comprises au présent paragraphe.

En cas d'opposition, les parties intéressées seront citées par exploit d'huissier, pour la prochaine audience utile, en observant les délais de l'article précédent.

La décision qui interviendra sera alors réputée contradictoire.

Toute décision contradictoire sera notifiée par exploit d'huissier.

Le Commissaire du Gouvernement fera élection au greffe du tribunal pour les significations qui devront lui être faites.

Les délais prévus par la présente loi seront comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du Code de procédure civile.

ART. 42. — Les décisions du tribunal départemental des pensions sont susceptibles d'appel devant la cour régionale des pensions soit par l'intéressé, soit par le ministère public.

L'appel sera introduit par lettre recommandée adressée au greffier de la cour dans les deux mois de la signification de la décision. Si l'appelant est le ministère public, il devra notifier, sous la même forme, son appel à l'intimé.

Les règles posées par les articles précédents pour la procédure à suivre devant le tribunal départemental seront également applicables devant la cour.

Si la décision que le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale sont appelés à prendre implique la solution préjudicielle d'une question d'état, ils sursoieront à statuer jusqu'à ce qu'elle ait été résolue par la juridiction compétente.

L'assistance judiciaire sera accordée, à tous les intéressés qui le demanderont, devant la cour régionale.

ART. 43. — Le pourvoi devant le Conseil d'État pour excès ou détournement de pouvoir, vice de forme ou violation de la loi sera formé au plus tard dans les deux mois de la signification de la décision faite dans les conditions prévues par l'article 41. Il sera formé, soit par l'intéressé, soit par le Ministre de la Guerre, soit par le Ministre de la Marine ou celui des Colonies, suivant le cas. Il donnera lieu à une déclaration au greffe du tribunal ou de la cour qui aura rendu la décision objet du recours et il sera notifié dans la huitaine à l'intéressé à la requête du commissaire du Gouvernement.

Dans la quinzaine de cette dernière notification, les pièces seront adressées au Conseil d'État. Les recours prévus ci-dessus ont lieu sans frais.

Les pourvois formés en vertu de l'article 58 de la présente loi pourront l'être en dehors des délais prescrits par le paragraphe 1^{er} du présent article.

Lorsque le Conseil d'État aura annulé la décision d'un tribunal départemental ou d'une cour régionale, l'affaire sera renvoyée par lui devant la cour régionale d'un autre ressort.

ART. 44. — Les décisions ainsi que les extraits, copies, grosse ou expéditions qui en seront délivrés et généralement tous les actes de procédure auxquels donnera lieu l'application de la présente loi, seront dispensés des formalités de timbre et d'enregistrement. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de la présente loi.

ART. 45. — Par dérogation aux dispositions du présent titre prescrivant des délais, les décrets de concession et les décisions portant refus de pension, de gratification ou de majoration qui seront intervenus au cours de la guerre actuelle ou dans les dix mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités pourront être attaqués devant les juridictions prévues au présent titre pendant un an à dater dudit décret.

ART. 46. — La présente loi est applicable aux instances engagées devant le Conseil d'État et qui n'auront point été jugées au jour de sa promulgation.

ART. 47. — Le règlement d'administration publique prévu à la présente loi pourra décider la création de plusieurs sections du tribunal départemental des pensions dans le département de la Seine et dans les autres départements où cette création sera reconnue nécessaire.

Ces sections pourront siéger dans les chefs-lieux d'arrondissement.

Pour la composition de ces sections, les présidents et juges du tribunal civil du chef-lieu et le membre du conseil de préfecture pourront être remplacés par les présidents et juges du tribunal civil du chef-lieu d'arrondissement.

Le règlement d'administration publique déterminera également, pour l'application de la présente loi, la composition, les attributions et le ressort des juridictions destinées à remplacer dans les colonies et pays de protectorat relevant du Ministère des Colonies, les tribunaux départementaux et cours régionales prévues au titre IV.

Il statuera, en outre, sur la manière dont il sera procédé à la vérification médicale prévue par l'article 40 de la présente loi.

Loi du 29 décembre 1929. — ART. 10. — Les dispositions de l'article 19 de la loi de juillet 1901 sur l'assistance judiciaire ne sont pas applicables quand l'assistance est accordée au titre des articles 39 et 42 de la loi du 31 mars 1919, les intéressés étant exonérés de plein droit des frais de justice avancés par eux. Exception est faite, toutefois, à cette règle lorsque le tribunal des pensions ou la cour régionale des pensions aura, par décision motivée, condamné le demandeur au remboursement des frais de procédure.

Les mesures édictées ci-dessus seront applicables aux instances engagées antérieurement à la promulgation de la présente loi devant les tribunaux ou les cours régionales des pensions, quand les frais de justice auront été mis à la charge des intéressés, mais n'auront pas encore été récupérés.

MINISTÈRE
DES PENSIONS.

MODÈLE N° 1 bis.

SECTION DÉPARTEMENTALE
DES PENSIONS

AVIS

DE RÉCEPTION DE TITRE.

Application des dispositions
de l'Instruction interministé-
rielle du 27 janvier 1923.

de **MOULINS**
N° *L. J.*

24620.

PENSION D'INVALIDITÉ

DE VEUVE, D'ORPHELIN

OU ALLOCATION D'ASCENDANT DONT LA JOUISSANCE NE REMONTE PAS

AU DELÀ DU 1^{ER} JANVIER 1922.

(En ce qui concerne les pensions d'invalides, la présente formule ne doit être employée que dans le cas où il y a eu antérieurement liquidation d'une première pension temporaire ou définitive.)

MOULINS, le **16 NOV 1938** 19__

Partie à conserver
par l'intéressé.

L'INTENDANT MILITAIRE,

Chef de la Section Départementale des Pensions,

à M. *Lurani, Gabriel*
à *Lauriquet*
Eug. Pochin

M.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens de recevoir, pour vous être remis :

Un titre de { pension } de fr. *240 + 369.60 = 609.60 -*
 { allocation d'ascendant }
et *1* titres de majorations pour enfants représentant un montant total de *3046.20 + 76 fr. 20*

Ces titres ont pour point de départ légal le *29 Octobre 1937*

Ils vous seront adressés par mes soins lorsque vous m'aurez fait parvenir le titre d'allocation provisoire d'attente et tous autres titres en votre possession ainsi que le questionnaire ci-contre dûment rempli et certifié par votre signature.

Agréez, M., mes salutations distinguées.

Prière de retourner le question-
naire dans les 48 heures, pour
éviter un retard dans la liquidation
de votre pension.



PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ

(Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre)

NOTIFICATION D'UNE

DÉCISION DE CONCESSION PRIMITIVE

portant attribution

DE PENSION MILITAIRE D'INVALIDITÉ

MINISTÈRE
DES
ANCIENS COMBATTANTS
ET
VICTIMES DE LA GUERRE

Direction Interdépartementale

CLERMONT-Fd

N° de dossier

OI 63 14.063/A

N° d'inscription
au Grand-Livre
de la Dette Publique

N° de pension

56 63 03357

NOM et Prénoms : S I R A M I Gabriel

Né le 25.7.1893 à NOYANT (Allier)

Adresse : Montquint Cne NOYANT (Allier)

Assignation : TRESORERIE GENERALE DE L'ALLIER

Grade : soldat

Degré d'invalidité : 20 %

Jouissance :

* A cette pension principale se rattachent des suppléments pour enfants.

Décompte de la pension (taux annuel)	à c/ du	à c/ du	à c/ du
Pension principale ..	23.068		
Majoration art. 16 ..			
TOTAL ..	23.068		
Majoration art. 18 ..			
Allocation spéciale n°			
— — n°			
— — n°			
Allocation G. M. n°			
TOTAL GÉNÉRAL.	23.068		

Pension et allocation { par
concédées { du : décision primitive
17 août 19561^{re} ECHÉANCE TRIMESTRIELLE

19 janvier

Textes en application desquels la pension a été liquidée :
Code des Pensions Liv. I T. I et II (1)

AGGRAVATION

Sauf DÉDUCTION des sommes perçues, depuis la date
d'entrée en jouissance de la présente pension sur la
pension ci-après désignée, que la présente annule, savoir :

— pension n°

inscrite au Grand-Livre de la Dette Publique sous

n° 1.442.270

— pension n°

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'une pension d'invalidité, dont détail au recto et au verso de la présente notification, vous est attribuée par décision de concession primitive de ce jour,

Bien qu'elle ne puisse être considérée comme définitive qu'après approbation de M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre et de M. le Ministre des Finances, vous pouvez, si vous vous estimez lésé dans vos droits, former un pourvoi contre cette décision en adressant dès maintenant, et au plus tard dans les six mois suivant la date de remise de la présente notification, une lettre recommandée au Greffier du Tribunal des Pensions du Département de votre domicile. Pour obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire, il vous suffira d'en faire la demande dans la même lettre.

Je vous précise qu'au cas où la décision de M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, qui vous sera notifiée ultérieurement, ne ferait que confirmer la présente décision, aucun nouveau délai de recours ne serait ouvert.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

À CLERMONT-FERRAND

le 17 AOU 1956

Le Directeur interdépartemental,



ayant motivé

MINISTÈRE
DES
ANCIENS COMBATTANTS
ET
VICTIMES DE LA GUERRE

LA DÉCISION DE CONCESSION PRIMITIVE

(Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre)

Direction Interdépartementale
CLERMONT-FRDEFINITIVE
GUERRE 1914-1918

N° de dossier

N° d'inscription
au Grand-Livre
de la Dette Publique

N° de pension

01 63 14.063/A

56 63 03357

NOM et Prénoms : S I R A M I Gabriel

Né le 25.7.1893 à NOYANT (Allier)

Adresse : Montquint Cne de NOYANT (Allier)

Jouissance

du 4 juin 1956
Demande du 4.6.56Pension d'invalidité fondée sur le grade de soldat
attribuée par décision de concession primitive du 17 août 1956
prise à la suite des propositions de la Commission de Réforme de
du 20 juillet 1956

dont les conclusions figurent ci-dessous :

DIAGNOSTIC, ORIGINE ET CURABILITÉ DES INFIRMITÉS AYANT OUVERT DROIT A PENSION	Degré d'invalidité	Degré global d'invalidité	Point de départ initial du droit à pension
Emphysème pulmonaire avec pleurite de la base droite - Dyspnée d'effort - rudesse respiratoire radio - Aspect de fibro-sclérose bilatérale un peu plus marquée à droite	20 % Ag.	20 %	article 29
ORIGINE PAR PREUVE DÉJÀ ADMISE (Intoxication par gaz)			

Infirmités n'ouvrant pas droit à pension et motif du rejet de la demande

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ

(Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre)

MINISTÈRE
DES
ANCIENS COMBATTANTS
ET
VICTIMES DE LA GUERRE

AVIS D'ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL

YA
Direction Interdépartementale
CLERMONT-Fd

DEFINITIVE
GUERRE 1914-1918

Ex. destiné au demandeur

N° de dossier OI 63 14.063/A
N° d'inscription
au Grand-Livre
de la Dette Publique } 58-126521
N° de pension 56 63 03357

M

NOM et Prénoms : S I R A M I Gabriel

Né le 25.7.1893 à NOYANT (Allier)
Adresse : Montquint Cne NOYANT (Allier)

Assignment : TRESORERIE GENERALE DE L'ALLIER
Grade : soldat
Degré d'invalidité : 20 %

Jouissance : du 4 juin 1956
* A cette pension principale se rattachent des suppléments pour enfants.

Décompte de la pension (taux annuel)	à c/ du	à c/ du	à c/ du
Pension principale ..	23.068		
Majoration art. 16 ..			
TOTAL ..	23.068		
Majoration art. 18 ..			
Allocation spéciale n°			
— — n°			
— — n°			
Allocation G. M. n°			
TOTAL GÉNÉRAL.	23.068		

Pension et allocation { par décision primitive
concedées du : 17 août 1956 I° ECHÉANCE TRIMESTRIELLE
19 janvier

Textes en application desquels la pension a été liquidée :
Code des Pensions Liv. I T. I et II (1)

AGGRAVATION

Sauf DÉDUCTION des sommes perçues, depuis la date
d'entrée en jouissance de la présente pension sur la
pension ci-après désignée, que la présente annule, savoir :

— pension n°
inscrite au Grand-Livre de la Dette Publique sous
n° 1.442.270
— pension n°

Par arrêté interministériel

4362
E. R. N° 17 A. C. art.

du 16 AVR. 1958

il a été décidé de :

— * Valider

~~sous réserve de certaines rectifications *~~

la pension comprenant les éléments.

ci-contre accordée

le 17.8.1956

par le Directeur Interdépartemental

de Clermont-Ferrand

— * Valider les suppléments

pour enfants accordés par le Direc-
teur Interdépartemental.

Les motifs de la modification apportée à votre pension sont les suivants, compte tenu des propositions de la Commission de Réforme de la Guerre et de l'avis de la Commission Consultative Médicale du

DIAGNOSTIC, ORIGINE ET CURABILITÉ DES INFIRMITÉS AYANT OUVERT DROIT A PENSION	Degré d'invalidité	Degré global d'invalidité
Guerre 1914-1918		
NOM et prénoms : S I H A M I Gabriel		
Né le 25.7.1893 à NOYANT (Allier)		
Adresse : Montpant Cne NOYANT (Allier)		
Affectation : TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE L'ALLIER		
Grade : Adjoint		
Degré d'invalidité : 50 %		
Jouissance : du 4 juin 1956		

Infirmités n'ouvrant pas droit à pension et motif du rejet de la demande :

23.068	23.068			

NOM et prénoms des enfants	Date de naissance	Montant de la majoration	Jouissance des majorations	OBSERVATIONS

Cette décision :
Validant, sous réserve de certaines rectifications*, la décision prise par le Directeur Interdépartemental devient définitive et n'est pas susceptible de recours*.

Pour le MINISTRE des ANCIENS COMBATTANTS
et VICTIMES de la GUERRE et par délégation,
Le Directeur des Pensions

Chiquet

A Paris, le 16 AVRIL 1956

Pour le Ministre des Finances,
des Affaires Économiques et du Plan
et par délégation,
Le Directeur de la Dette Publique,

Blanc

MINISTÈRE
DES
ANCIENS COMBATTANTS
ET
VICTIMES DE LA GUERRE

Direction Interdépartementale

CLERMONT-FERRAND

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ

(Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre)

NOTIFICATION D'UNE
DÉCISION DE CONCESSION PRIMITIVE
portant attribution
DE PENSION MILITAIRE D'INVALIDITÉDEFINITIVE
GUERRE 1914-1918

N° de dossier

01 63

14 063/B

N° d'inscription
au Grand-Livre
de la Dette Publique

N° de pension

59 63

01620

NOM et Prénoms : S I R A M I

Gabriel

Né le 25.7.1893 à NOYANT (Allier)

Adresse : MONTQUIN Cne de
NOYANT (Allier)

Assignation : TRESORERIE GENERALE DE L'ALLIER

Grade : Soldat -

Degré d'invalidité : 30 % -

Jouissance : du 19 DECEMBRE 1958

* Cette pension principale se rattache des suppléments pour enfants.

Décompte de la pension (taux annuel)	à c/ du	Indice	à c/ du	à c/ du
Pension principale ..		I42		
Majoration art. 16 ..				
TOTAL ..				
Majoration art. 18 ..				
Allocation spéciale n°				
— — n°				
— — n°				
Allocation G. M. n°				
TOTAL GÉNÉRAL.	418	x I42		
		- 59 356 F		

Pension et allocation { par Décision primitive
concedées { du : 12 JUIN 19591^{re} ECHÉANCE TRIMESTRIELLE

19 JANVIER

Textes en application desquels la pension a été liquidée :
Code des Pensions Liv. I T. I et II (1)Sauf DÉDUCTION des sommes perçues, depuis la date
d'entrée en jouissance de la présente pension sur la
pension ci-après désignée, que la présente annule; savoir :

— pension n°

inscrite au Grand-Livre de la Dette Publique sous
n°

— pension n° 58 I26 521

AUGMENTATION

(inf. aggr.)

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'une pension d'invalidité, dont détail au recto et au verso de la présente notification, vous est attribuée par décision de concession primitive de ce jour,

Bien qu'elle ne puisse être considérée comme définitive qu'après approbation de M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre et de M. le Ministre des Finances, vous pouvez, si vous vous estimez lésé dans vos droits, former un pourvoi contre cette décision en adressant dès maintenant, et au plus tard dans les six mois suivant la date de remise de la présente notification, une lettre recommandée au Greffier du Tribunal des Pensions du Département de votre domicile. Pour obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire, il vous suffira d'en faire la demande dans la même lettre.

Je vous précise qu'au cas où la décision de M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, qui vous sera notifiée ultérieurement, ne ferait que confirmer la présente décision, aucun nouveau délai de recours ne serait ouvert.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

À CLERMONT-FERRAND

le 12 JUIN 1959

Le Directeur interdépartemental,



DESCRIPTION DES INFIRMITÉS

ayant motivé

LA DÉCISION DE CONCESSION PRIMITIVE

(Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre)

**MINISTÈRE
DES
ANCIENS COMBATTANTS
ET
VICTIMES DE LA GUERRE**

Direction Interdépartementale
CLERMONT - FD

DEFINITIVE
GUERRE 1914-1918

N° de dossier } 01 63 I4 063/B

N° d'inscription
au Grand-Livre
de la Dette Publique

Nº de pension 59 63 01620

NOM et Prénoms : S I R A M I Gabriel

Né le 25.7.1893 à NOYANT (Allier)
Adresse : MONTQUIN Cne de NOYANT (Allier)

Jouissance

du 19.12.1958
Demande non datée
reçue le 19.12.1958

Pension d'invalidité fondée sur le grade de **Soldat** -
attribuée par décision de concession primitive du **12 JUIN 1959** -
prise à la suite des propositions de la Commission de Réforme de **CLERMONT-FD**
des **27 FEVRIER 1959** et **5 MAI 1959** -

dont les conclusions figurent ci-dessous :

DIAGNOSTIC, ORIGINE ET CURABILITÉ DES INFIRMITÉS AYANT OUVERT DROIT A PENSION	Degré d'invalidité	Degré global d'invalidité	Point de départ initial du droit à pension
1° - Scléro-emphysème pulmonaire	30 %	30 %	ART. 29
<p>ORIGINE PAR PREUVE</p> <p>Blessure de guerre.</p>			

Infirmités n'ouvrant pas droit à pension et motif du rejet de la demande

2° - Retentissement cardiaque - INVALIDITE NULLE.

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANS
ET VICTIMES DE LA GUERRE

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE
de CLERMONT FERRAND

BREVET DE PENSION MILITAIRE
D'INVALIDITE

(Code des pensions militaires d'in-
validité et des victimes de la
Guerre).
INVALIDE
DEFINITIVE GUERRE 1914-1918

N° du dossier : 01 63 14 063/B
N° d'inscription au Grand Livre de la Dette Publique : 59 146 131
N° de pension : 59 63 01620

NOM et Prénoms : S I R A M I Gabriel - Né le 25.7.1893 à NOYANT (Allier)
Adresse : Montquin, cne. de NOYANT (Allier)
Assignation : TRESORERIE GENERALE DE L'ALLIER - Grade : Soldat
Degré d'invalidité : 30% - Jouissance : du 19 Décembre 1958.
Inde 142 - Total général : 418 x 142 = 59.356 F
Pension et allocation concédées par Décision primitive du 12 JUIN 1959
1° échéance trimestrielle : 19 JANVIER. - Augmentation : (Inf. aggr.)
Pension : N° 58 126 521.

Le soussigné, Directeur interdépartemental du Ministère des Anciens Combattants
et Victimes de la Guerre, certifie qu'il a été décidé que le pensionné désigné
ci-dessus : bénéficierait d'une pension d'invalidité.

A Clermont Ferrand, le 12 Juin 1959
Signé : Illisible
(cachet)

Je, soussigné Percepteur de Souvigny, certifie avoir apposé sur le présent
brevet, après m'être assuré qu'elle était bien la sienne, la photographie de
Monsieur SIRAMI Gabriel, titulaire de la présente pension désigné au recto.
En foi de quoi, j'ai apposé le cachet de mon service sur la photographie ci-
contre et signé le présent procès-verbal.

A SOUVIGNY, le 5 AOUT 1959

Signature :
Illisible (cachet)

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE

CARTE D'INVALIDITÉ

3 N° 00 577 344

VALABLE JUSQU'AU

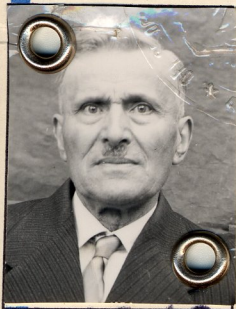
29 . 08 . 76

Nom, prénoms : **SIRAMI Gabriel**

Domicile : **"Montquien"**
NOYANT

Profession : **Retraite**

Date et lieu de naissance : **25 Juillet 1893**
à Noyant (allier)



INVALIDITÉ 25 à 45 %

RÉDUCTION DE

50 %

Signature du titulaire

G 14-18

Réservé à la mention : **"STATION DEBOUT PÉNIBLE"**

Service départemental d **ALLIER**

A **MOULINS**

Le Secrétaire Général,

le **30 AOUT 1971**

OBSERVATIONS IMPORTANTES

Sur présentation de cette carte signée, en bon état, sans rature ni surcharge, la S. N. C. F. délivre un billet comportant une réduction de 50 % sur le plein tarif pour le titulaire.

Cette carte est strictement personnelle

- Elle doit être produite à toute réquisition des agents du chemin de fer en même temps que les billets et toute pièce établissant l'identité du porteur.
- Elle doit être restituée au Service départemental qui l'a émise dès qu'elle cesse d'être valable ou qu'elle fait l'objet d'une décision de retrait.

À défaut de présentation de la carte, le titulaire paye le prix de la place à plein tarif et ce prix reste acquis à la S. N. C. F.

Sanctions

Toute fraude constatée, soit en vue de la délivrance de cette carte, soit dans son utilisation, exposera ses auteurs aux poursuites prévues par le Code pénal, notamment l'article 162, par les lois et règlements en vigueur.

En outre le retrait de la carte pourra être prononcé.

Renouvellement à demander à la Mairie ou au Service départemental au cours du premier mois du trimestre précédant la date d'expiration de cette carte.

**DEMANDE DE RENOUELEMENT
DE CARNET**

21 AOUT 1974

Il ne vous reste plus que **DEUX bulletins**. N'attendez pas que votre carnet soit épuisé pour en demander le renouvellement à la

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE
DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE
Service des Soins Gratuits

63034 CLERMONT FD CEDEX

L'adresse indiquée ci-contre est-elle modifiée ?

OUI NON

Le cas échéant, nouvelle adresse :

Le diagnostic de la maladie ou de la blessure donnant lieu aux soins gratuits, indiqué ci-contre, est-il modifié ?

OUI NON

Désirez-vous un carnet comportant **VINGT** feuillets au lieu de **DIX** ?

OUI NON

A REMPLIR OBLIGATOIREMENT

1° Votre N° d'immatriculation à la Sécurité Sociale (ou organisme similaire) :

1	1				

2° N° et adresse de votre caisse de Sécurité Sociale (ou organisme similaire) :

21 AOUT 1974

SOINS GRATUITS AUX VICTIMES DE GUERRE
BENEFICIAIRES DE L'ARTICLE L. 115
DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE
ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

03-I302 SIRAMI Gabriel 25/7/1893
NOYANT
03210 SOUVIGNY

SCLERO-EMPHYSEME: PULMONAIRE -

BLESSURE DE GUERRE .

30%

Pour obtenir le renouvellement
du carnet, adresser ce feuillet à :
Direction Interdépartementale
des Anciens Combattants et Vict. de Guerre
Cité Administrative d'Assés
CLERMONT FERRAND

Visite ou consultation du 19

Nom et adresse du médecin :

SOINS GRATUITS AUX VICTIMES DE GUERRE
BÉNÉFICIAIRES DE L'ARTICLE L. 115
DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ
ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

03-1302 SIRAMI Gabriel 25/7/1893
NOYANT
03210 SOUVIGNY

SCLERO-EMPHYSEME PULMONAIRE -

BLESSURE DE GUERRE .

30%

FEUILLE D'ORDONNANCE

(Cette feuille d'ordonnance doit être détachée par le pharmacien
lui-même ou par l'auxiliaire médical)

PRIX

T. S. V. P.

SOINS GRATUITS AUX VICTIMES DE GUERRE
BÉNÉFICIAIRES DE L'ARTICLE L. 115
DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ
ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

03-1302 SIRAMI Gabriel 25/7/1893
NOYANT
03210 SOUVIGNY

SCLERO-EMPHYSEME PULMONAIRE -

BLESSURE DE GUERRE .

30%

BULLETIN DE VISITE OU DE CONSULTATION

(Ce bulletin doit être détaché par le médecin lui-même
ou par l'auxiliaire médical)

Raisons d'ordre médical ou chirurgical qui motivent la
consultation, la visite ou une intervention du médecin.

T. S. V. P.

BULLETIN DE VISITE OU DE CONSULTATION

Nature de l'acte médical :

PRIX

Consultation au cabinet du médecin.

Visite (au domicile du malade).

Indemnité kilométrique (indiquer la distance parcourue) :

Intervention de la nomenclature spéciale (à préciser) :

Le médecin, soussigné, certifie que les soins ci-dessus mentionnés ont été nécessités par la blessure ou la maladie qui a motivé la pension.

Nom et adresse du médecin ou de l'auxiliaire médical :

A , le

(Signature du médecin
ou de l'auxiliaire médical)

FEUILLE D'ORDONNANCE

PRIX

Nom et adresse du médecin :

A , le
(Signature du médecin)

Nom et adresse du pharmacien :

A , le
(Signature du pharmacien)